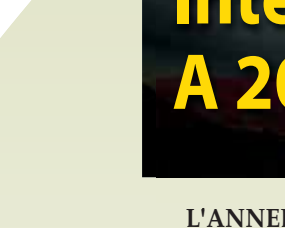




L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 14 No 2 Février 2012



Intégration de SADC A 20 ans

L'ANNEE 2012 marque 20 ans depuis la signature historique du Traité de la SADC et la Déclaration et présente une opportunité pour les Africains australe d'accélérer avec l'ordre du jour d'intégration de la région.

Le 17 Août 1992, à leur Sommet tenu à Windhoek, en Namibie, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont signé le Traité de la SADC et la Déclaration qui a efficacement transformé la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) à la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Dans la poursuite de l'ordre du jour d'intégration régional, les Etats Membres de la SADC ont depuis 1992 signés 26 protocoles et un certain nombre de déclarations, chartes et mémorandums de compréhension sur plusieurs questions, étendue du commerce, de l'exploitation minière et de la finance et l'investissement aux médicaments illicites, la sylviculture et au partage des cours d'eau.

Le changement du foyer d'une conférence de coordination à une communauté de développement a causé la restructuration des institutions de la SADC commençant en 2001. L'exercice a vu la restructuration et la centralisation des fonctions de la SADC, de 21 secteurs basés dans les Etats Membres et s'occupant des diverses questions de

développement sur la santé, l'environnement et l'exploitation minière pour le commerce, le tourisme et l'investissement, en quatre (maintenant cinq) conseils d'administration basés au siège social de la SADC à Gaborone, en Botswana.

La réforme de la structure de la SADC et de son cadre institutionnel a représenté depuis 1992 un changement d'intention stratégique de consolider l'intégration économique et politique régionale par les Etats- Membres et la volonté d'adresser des problèmes élargies de développement, en accélérant le processus vers une Communauté Économique Régionale intégrée (REC) comme faisant partie de la Communauté Économique Africaine envisagée.

Un autre jalon accompli depuis la transformation de la SADC était le Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP), un schéma directeur de développement de 15 ans produit en 2003 qui fournit la direction stratégique à l'organisation et vise à opérationnaliser l'Ordre du jour Commun de la SADC vers l'éradication de la pauvreté.

La cible primordiale doit atteindre des taux de croissance économique annuels d'au moins sept pour cent, nécessaires pour réduire la proportion à moitié des gens dans la région vivant dans la pauvreté d'ici à 2015.

POLITIQUE	3
INFRASTRUCTURE	4
UNION AFRICAINE	5
COMMERCE	6
ÉNERGIE	7-9
RESUMES DES AFFAIRES	10
AGRICULTURE	11
GESTION DÉSASTREUSE	12
ÉLECTIONS	13
LA PAIX & LA SÉCURITÉ	14
ÉVÉNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Intégration de SADC a 20 ans

Pour remettre en ligne le RISDP avec les nouvelles réalités sur le continent, les chefs de la SADC ont ordonné une révision sur le schéma directeur. Les chefs de la SADC, à leur Sommet en Angola en 2011, ont dirigé un Détachement Spéciale Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale pour reconsidérer la RISDP pour identifier des priorités et réorienter l'ordre du jour d'intégration de la région.

On s'attend à ce que le détachement spéciale de travail présente un rapport sur la révision de la RISDP pendant le Sommet de 2012 à être tenu à Maputo, en Mozambique.

La réorientation des priorités de la SADC vient à la suite des négociations Tripartite en cours entre la SADC, la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe (COMESA).

Cela a signifié que l'ordre du jour d'intégration de la SADC ne peut plus être discuté en isolement du Tripartite.

Malgré les insuffisances de personnel et d'autres défis administratifs, la SADC a aussi significativement avancé sur beaucoup de questions importantes liées à son programme de restructuration.

L'Organe pour la Politique, la Coopération de Défense et de Sécurité a progressé en établissant des procédures et des mécanismes pour l'intervention. La mise en œuvre du dialogue de la SADC au Lesotho et au Zimbabwe a produit, par exemple, des résultats positifs dans la résolution de disputes politiques nationales, en aidant ainsi à maintenir la stabilité dans la région.

Le dialogue semblable est en cours pour le Madagascar, qui a été suspendu de l'adhésion de la SADC après un coup d'Etats militaire en 2009.

Pourtant, peut-être la plus grande réalisation pour la SADC depuis la signature du Traité était le lancement d'une Zone de Libre-Échange dans la région de 2008. La SADC ZLE est entré en vigueur le 1er Janvier 2008 après

l'implémentation d'engagements des tarifs agréer de bas phase entre 2000 et 2007.

À partir de 2008, les producteurs et les consommateurs ne paient plus la taxe d'importation sur environ 85 pour cent de tout le commerce sur les marchandises entre les Etats- Membres participant. Deux pays, l'Angola et la République Démocratique du Congo, ont dit qu'ils rejoindront la ZLE plus tard.

Vingt ans après que la SADC a opté pour une approche d'intégration de développement, 2012 présente une autre opportunité pour les chefs

régionaux pour consolider les gains accomplis jusque ici et d'avancer l'ordre du jour régional.

Le Sommet 2011 a aussi dirigé le Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique Régionale pour expédier le travail menant à l'accord et la compréhension commune sur le guide pour l'Union Douanière de la SADC proposée, qui a été initialement mise pour lancement en 2010.

Le lancement de l'Union Douanière a été remis pour permettre aux Etats- Membres plus de temps pour consolider l'implémentation et les gains de la ZLE, dont les gouvernements de

la SADC sens que c'est un ordre du jour plus maniable et pratique.

On s'attend à ce que le travail continue cette année sur le Plan Majeur d'Infrastructure de la SADC longtemps attendu, qui guidera le développement dans l'infrastructure clé comme la route, le rail et les ports dans la région. Le plan majeur d'infrastructure régional, lancé par les chefs de la SADC en 2007 et initialement mise en lancement l'année dernière, se concentrerait sur les secteurs clé comme l'énergie, le transport, les télécommunications, l'infrastructure d'eau et le tourisme. □

Fort soutien en faveur d'un candidat de la SADC pour diriger la Commission de l'UA Les élections pour la Commission de l'Union Africaine ont conduit dans une impasse

LES ÉLECTIONS pour choisir le président pour la Commission de l'Union Africaine (UA) ont été suspendues au Sommet récent en Éthiopie, après aucun vainqueur a émergé malgré plusieurs ronds de scrutin.

Le candidat de SADC- endossé, Nkosazana Dlamini-Zuma, qui est le Ministre des Affaires Interne de l'Afrique du Sud et un ancien ministre des Affaires étrangères, contestait le poste contre le président en exercice de la Commission de l'UA, Jean Ping du Gabon, inquiètent beaucoup parmi beaucoup de chefs de l'UA sur la manipulation de la Commission aux conflits récents en Côte d'Ivoire et en Libye.

L'élection énormément attendue a mis fin dans une impasse après que Jean Ping et Dlamini-Zuma ont tous les deux manqués de recevoir les deux tiers du vote. L'impasse a forcé l'ajournement du vote au sommet suivant, qui sera tenu en Afrique australe, au Malawi, en Juillet.

L'impasse a aussi bloqué la sélection de nouveaux commissionnaires de l'UA.

La personne exerçant une charge sera à la tête d'une administration de concierge jusqu'au Sommet, mais, selon les règles de l'UA, Ping ne peut plus contester pour le post et les nouveaux candidats doivent maintenant être nommé. L'impuissance de Ping à sécuriser les deux tiers du vote, même comme le candidat unique dans le dernier tour, est vu comme un vote d'aucune confiance. □



Le Jubilé D'or de l'UA prévu pour 2013

L'UNION AFRICAINE célébrera le 50ème Anniversaire de la naissance de son prédécesseur, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), le 25 Mai 2013. L'UA marquera le Jubilé D'or en accentuant les idéaux du Pan- Africanisme des aspirations de l'Afrique pour la paix, la démocratie, le développement et l'unité. L'OUA a été établi le 25 Mai 1963 à Addis Abeba par 32 gouvernements. Il a été dissous le 9 Juillet 2002 à une cérémonie en Afrique du Sud présidée par son dernier président, ancien Président de l'Afrique du Sud Thabo Mbeki et remplacé par l'UA. □



Le Premier Sommet Global de la Diaspora Africaine

LES CHEFS de l'Union Africaine ont aussi agréés de lancer le tout premier Sommet Global de la Diaspora Africaine le 25 Mai en Afrique du Sud. On s'attend à ce que le Sommet établisse une fondation solide pour réanimer la famille Africaine à travers le monde pour donner d'élan à la renaissance du continent. Les chefs Africains ont demandé à la Commission de l'UA de considérer et préparer un document de cadre sur la représentation de la Diaspora Africaine dans les structures de l'UA et les processus. Ils ont demandé aux états membres, les partenaires de l'UA et les communautés de la Diaspora dans le monde entier à soutenir le sommet et sa stratégie d'implémentation. □

La stratégie pour le contrôle du commerce illicite dans les armes de main

LES FONCTIONNAIRES Supérieurs de la SADC et d'autres Communautés Économiques Régionales (RECs) et les représentants de corps régionaux ont préparé un avant-projet de stratégie sur le contrôle de prolifération illicite et de trafic d'armes de main et d'armes légères (SALWs) en Afrique comme le continent tentes à contenir la violence transfrontalière.

La prolifération de SALWs en Afrique pose une grande menace au développement du continent. Les armes de main incluent des fusils, des pistolets et des mitrailleuses légères et l'abus étendu a tendance à détourner les rares ressources gouvernementales de la santé cruciale et des dépenses d'éducation à la dépense sur le renforcement de la sécurité publique.

L'utilisation non ma trisée et le commerce dans les armes de main et les armes légères ont des effets négatifs sur l'investissement et la croissance économique et cause des blessures et perte de vies.

La Commission de l'Union Africaine (AU) et RECs se sont rencontrés à Lomé, en Togo, vers la fin de l'année dernière pour définir un Avant-projet de Stratégie de l' UA sur le Contrôle de Prolifération Illicite, la Circulation et le Trafic d'Armes de main et d'Armes légères et une Position Commune Africaine sur un Traité de Commerce d'Armes (ATT).

La réunion de Togo a adopté l'Avant-projet de Stratégie et les documents de la ATT et a autorisé la Commission de l' UA de pousser pour l'implémentation de ces décisions.

Une réunion de suite tenue à Gaborone, en Botswana, en Janvier a tiré 18 experts supérieures en armes de la

SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et Australe (COMESA), la Communauté d'États Sahel-Saharan (CEN-SAD), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté Économique des États de l'Afrique Central (ECCAS), la Communauté Économique pour les États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) et l'Autorité Intergouvernementale sur le Développement (IGAD).

Ils ont été rejoints par les experts de la Commission de l' UA, le Centre Régional sur les Armes de main des Nations Unies et les corps régionaux sur les armes de main et les armes légères.

Le rôle de l'Organisation Régionale des Chefs de Police de l'Afrique Australe

L'ORGANISATION RÉGIONALE de la Coopération des Chefs de Police de l'Afrique Australe (SARPCCO) a été formée en 1994 et l'implémentation du Protocole de la SADC sur le Contrôle des Armes à feu, Munitions et d'Autre Matériel Lié.

Avec son secrétariat à Harare, Zimbabwe, c'est une structure de la SADC affiliée et a un officier de bureau d'armes à feu dévoué et responsable d'aider les États-Membres avec l'implémentation du protocole de la SADC sur les armes à feu.

Grâce à SARPCCO, les États- Membres s'engagent dans une collection et des opérations de destructions collectives transfrontalières des armes et des munitions. Les opérations ont déjà été mise en oeuvre avec l'Angola, la Mozambique et plus récemment la Namibie.

Environ 46,000 armes de main et armes légères et près de 25 millions de ronds de munitions d'armes de main ont été recueillis et détruits. D'Autres pays de la SADC ont unilatéralement détruit le surplus, les armes et les munitions obsolètes et illégaux, en incluant l'Afrique du Sud.

SARPCCO a aidé des États- Membres à réformer leur législation des armes à feu pour se conformer aux provisions du Protocole. À ce propos il a développé des modes opératoires standard pour l'implémentation nationale du protocole en 2008.

Les procédures ont l'intention de standardiser, simplifier et améliorer le processus de control et de transferts d'arme à feu dans l'Afrique australe. □

Les experts ont produit un plan de travail de 2012 pour le Comité Dirigeant Régional de l' UA d'Ad Hoc de SALWs.

Par stratégie, l' UA a l'intention de prévenir, combattre et éradiquer le trafic des SALWs dans une manière intégrée et holistique à travers toutes les régions de l'Afrique.

Pour l'accomplir, il y a des plans de renforcer le Comité Dirigeant existant de SALWs et garantir que le comité atteint progressivement le statut d'un comité effectif, être appelé le Comité de Réputation Régional de l' UA de SALWs.

Le Comité est responsable à coordonner et à faciliter l'implémentation des accords

continentaux contre la prolifération illicite, la circulation et le trafic des SALWs.

La stratégie cherche à approfondir la coopération et renforcer la coordination aux niveaux régionaux et continentaux dans l'implémentation des accords sur le contrôle de SALWs.

Ceci sera accompli par l'échange d'informations et expériences aussi bien qu'en partageant les meilleures pratiques.

La SADC est un de quelques RECs qui ont développé des instruments juridiques gouvernant la fabrication, la vente et l'utilisation des armes à feu.

Le Protocole de la SADC sur le Contrôle des Armes à feu, Munitions et d'Autre Matériel Lié de 2001 fait la production illicite et la possession des armes de main une infraction criminelle et encourage les États - Membres à introduire des renforcements sur les mesures de contrôle des réserves d'arme et les transferts des armes.

Conformément aux exigences du Protocole, les États- Membres de la SADC ont établi des foyers nationaux qui sont des membres du comité de coordination régional sous les auspices de l'Organisation Régionale de la Coopération des Chefs de Police de l'Afrique Australe (SARPCCO).

La Convention de l'ECOWAS sur les Armes de Main et les Armes Légères, leurs Munitions et d'autre Matériel Lié de 2006 et le Protocole de Nairobi pour la Prévention, le Contrôle et la Réduction des Armes de Main et des Armes Légères dans la Région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique de 2004 sont les seuls autres accords sous- régionaux pour contrôler les SALWs en Afrique. □

AfDB financement du concept de développement de corridor

par Joseph Ngwawi

UN TRANSPORT routier robuste est essentiel au développement en Afrique australe où l'approche aux routes bonnes et bien assurées l'entretien peut être la différence entre la prospérité et la pauvreté ou même entre la vie et la mort.

Le manque d'un bon réseau routier de transport est un des obstacles principaux au commerce intra-régional, avec les membres du même bloc économique apparaissant souvent a détaché l'un de l'autre en raison de la pauvre cohérence routière.

Le transport routier est le mode le plus dominant de marchandises bougeant dans la région de SADC et la demande pour le bon service augmente constamment. Les efforts d'améliorer l'infrastructure routière conformément à la demande montant ont été entravés par le financement insuffisant dans la plupart des Etats Membres.

Les fonds pour les activités de maintenance routières viennent généralement des trésoreries d'Etats Membres, alloués sous les systèmes budgétaires normaux et rivalisent souvent avec d'autre priorité des secteurs sociaux comme l'éducation et la santé.

Fait face avec ce scénario, la plupart des routes dans les régions se sont détériorées pendant la décade passée comme les allocations budgétaires pour la maintenance routière ont décliné dans les termes réels.

En prenant cogniscience de ces facteurs, les Etats Membres de SADC ont exécuté quelques réformes institutionnelles dans le sous-secteur routier. Le financement des routes est une des éditions les plus critiques à être adressées avec les réformes.

Avec l'assistance de la Banque de Développement Africaine (AfDB), plusieurs Etats Membres de SADC entreprennent des travaux de



réhabilitation importants de leurs réseaux routiers.

Parmi ceux-ci sont Malawi et la République Unie de la Tanzanie, qui concluent des accords avec l'AfDB pour améliorer l'infrastructure routière dans les deux pays.

Sous la Phase de Projet de Soutien de Secteur Routière II programme, la Tanzanie projette de moderniser 387 kms de routes de tronc, en se composant surtout de la partie remontant à la surface de la route de la capitale Dodoma dans le centre du pays, à Babati et la route Tunduru-Mangaka-Mtambaswala au sud.

Le projet a l'intention d'améliorer l'infrastructure routière de transport pour réduire le temps de voyage et de maintenance routier entre ces centres et fournir l'approche à de plus grands marchés et aux services sociaux pour les communautés locales.

La route de 225 Kms entre Dodoma et Babati fait partie de la Route nationale de Trans-Africain de Cape -au- Caire et le Corridor du Nord-sud, adopté par un accord divisé en trois par la Communauté de l'Afrique de l'est, la SADC et le Marché Commun pour l'Afrique de L'Est et du Sud (Comesa).

Dodoma est la capitale politique de la Tanzanie et la place du parlement du pays, le Bunge.

La route de Tunduru-Mangaka de 139 kms est une section du Corridor Mtwara courant du port de Mtwara à la Baie de Mbaba sur le Lac Malawi, pendant que la route de Baie de Mtwara-Mbamba de 800 kms fournit à l'infrastructure de transport principal des liaisons transfrontalières au Mozambique du Nord, le Malawi et la Zambie.

L'ouverture en haut de la route entre le port de Mtwara et la Baie de Mbamba a le grand

potentiel pour promouvoir le développement de ressources minérales dans le corridor Mtwara, aussi bien que le branchement de Mozambique du Nord et de Malawi au port le plus proche de Mtwara.

L'AfDB finance aussi la réhabilitation de la route de Nsipe-Liwonde-Magochi de 152 kms sous la Phase de Projet de Corridor Routière Nacala III étant négocié avec le Malawi.

Le projet sera exécuté dans deux phases, chacun se composant des travaux de réhabilitation sur la longueur de 76 kms.

Le projet a l'intention de fournir le Malawi, la Zambie et l'intérieur de Mozambique avec une liaison routière améliorée de transport au port de Nacala.

Le même projet verra la construction de deux postes de frontière entre le Malawi et la Zambie et entre le Malawi et la Mozambique commençant en deuxième moitié de 2012.

L'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA) doit bien entendu en principe financer Postes de Frontière d'Arrêt pendant que le gouvernement Malawien rencontrera 10 pour cent de prix de projet. □

La société brésilienne pour construire/ réhabiliter le chemin de fer par Malawi

MALAWI A SIGNÉ une affaire de \$1 milliard d'une compagnie brésilienne pour la construction et la réhabilitation d'une ligne de chemin de fer qui peut transporter 18 millions de tonnes de charbon de Mozambique, selon les fonctionnaires Malawien.

Une nouvelle ligne de chemin de fer de 138.5 Kms sera construite, en s'étendant de Chikhwawa au sud pour rencontrer une ligne existante à Balaka et le lien de 98.6 Kms existant entre Nkaya et Nayuchi sera réhabilité.

"Le val investira environ \$1 milliard au Malawi pour la durée de trois ans pour la construction

et la réhabilitation de la ligne de chemin de fer et on s'attend à ce que cela emploie 4,500 ouvriers, de qui 70 pour cent seront Malawiens," le Ministre du Transport, Sidick Mia, a dit.

Le chemin de fer aura le transport annuel d'au moins 5 millions de tonnes de chargement de général Malawien et les distances peuvent être coupées dans le fait de transporter du charbon Mozambicain en prenant le chargement par le Malawi.

Mozambique a certaines des plus grandes réserves à charbon inexploitées du monde. *Financier 24.co.za* □

Le système de rail de Beira est revenu à CFM

MOZAMBIQUE A récupéré le contrôle du système de chemin de fer Beira fait marcher par un consortium indien depuis 2004.

La date limite initiale pour accomplir le travail de réhabilitation sur la ligne était le Septembre de 2009, mais la ligne n'était pas dans une condition de porter des trains à charbon jusqu'à la fin de 2011. Le système de rail Beira se compose de la ligne Machipanda de Beira au Zimbabwe et la ligne Sena de Beira aux mines de charbon Moatize et étendant dans Malawi. *AIM* □

AU vise à accéléré le développement d'infrastructure par le Le programme pour le Développement d'Infrastructure en Afrique



L'UNION AFRICAINE a résolu d'accélérer son programme de développement d'infrastructure et travail vers la création d'une zone de libre-échange pour tout le continent d'ici à 2017.

Le 18^{ème} Sommet de l'UA à Addis Abeba, en Éthiopie, a adopté une série des accords économique, politique et des questions de sécurité du continent.

Ceux-ci ont inclus une résolution pour accélérer le développement d'infrastructure de l'Afrique, qui est considéré comme un pilier de l'ordre du jour d'intégration économique du continent.

Selon la Déclaration sur le Programme pour le Développement d'Infrastructure en Afrique publiée à la fin du sommet, les chefs Africains reconnaissent 'le rôle essentiel d'infrastructure et de services liés dans le développement politique et socio-économique et l'intégration physique du continent', particulièrement avec la croissance démographique et les demandes économiques.

Les 54 Etats- Membres ont décidés d'augmenter le financement public d'infrastructure, exécutez des projets majeurs d'énergie comme l'hydro-électricité, la raffinerie et les pipelines du gaz, accélèrent la construction de maillons manquants et la modernisation de chemins de fer et augmentent la capacité des ports.

La déclaration a confié des pays africains au développement des ressources d'énergie nouvelles et renouvelables pour fournir de l'énergie propre, sûre et abordable aussi bien que l'énergie nucléaire pour l'utilisation pacifique.

Le sommet a aussi recommandé le développement de réseaux à large bande régionaux et continentaux et de câbles sous-marins de promouvoir l'économie numérique de l'Afrique.

Pour accomplir ces cibles, le sommet a fait appel aux institutions internationales comme la Commission Économique de l'ONU pour l'Afrique, la Banque de Développement Africaine et la Banque Mondiale pour soutenir l'implémentation de ses projets et plans.

La déclaration a dit que les besoins d'infrastructure atteindront environ 60 milliards de \$ pendant les 10 ans prochains.

L'ordre du jour d'intégration régional de l'Afrique est à présent affecté par la cohérence à basse altitude des réseaux d'infrastructure et un pauvre accès en énergie et aux services informatiques.

Le sommet a aussi reconnu l'importance du commerce intra- Africain et la déclaration a dit que l'Afrique visera à

l'établissement d'une zone de libre-échange continentale d'ici à 2017.

'La Zone de Libre- Echange Continentale (ZLEC) devrait être opérationnelle par la date indicative de 2017 et le commerce intra- africain amélioré et l'intégration du marché approfondie peut contribuer de façon significative à la croissance économique durable, la génération d'emploi, la réduction de pauvreté, l'afflux d'investissement direct

étranger, le développement industriel et un mieux intégration du continent dans l'économie mondiale,' la déclaration a dit.

L'UA a été d'accord sur un plan de trois pas pour se préparer au lancement du ZLEC.

Le premier pas est de finaliser l'accord tripartite parmi la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun pour l'Afrique de Est et Australe (COMESA) et la SADC d'ici à 2014.

Le deuxième est de conseiller à d'autres blocs commerciaux de suivre l'expérience de l'accord tripartite et atteindre à un accord parallèle entre 2012 et 2014.

Le troisième est de consolider la tripartite et d'autre zones de libre-échanges régionaux dans l'initiative de la ZLEC entre 2015 et 2016. □



Un siège central moderne pour l'Union Africaine

L'UNION AFRICAINE a lancé son nouveau siège central moderne à Addis Abeba, en Éthiopie, se composant de trois centres de conférence, une aire d'atterrissage pour hélicoptères et une espace de bureau pour 700 personnes. Devant le bâtiment on a placé une statue de bronze de l'ancien Président Ghanéen, Kwame Nkrumah, qui était un des pères de fondateur d'indépendance Africaine et un leader respecté du PanAfricain. S'imposant au-dessus de l'horizon de la capitale Ethiopienne, le bâtiment de 99.9 mètre en hauteur a été financé par le gouvernement Chinois à un prix de 200 million US\$. La construction a duré trois ans pendant lesquels une équipe de jusqu'à 1,200 ouvriers Chinois et

Ethiopiens ont travaillé jour et nuit sans arrêt en roulement pour le finir au temps prévu.

Le bâtiment a été inauguré par les Chefs d'Etat et de Gouvernement Africains assistant au Sommet, ensemble avec Jia Qinglin, le président de la Conférence Consultative Politique du Peuple de la Chine. Il a dit que le commerce Chinois avec les pays Africains a atteint 150 milliard US\$ en 2011, une augmentation de 13 fois dans la décennie passée. Le nouveau siège central de l'UA est un symbole audacieux du rôle de la Chine en Afrique qui change rapidement et suggère un changement des relations surtout bilatérales vers le renforcement des liens multilatéraux, déjà établis depuis 2000 par le Forum sur la Coopération Afrique- Chine. □

Le commerce Intra- SADC en augmentation

LE COMMERCE parmi les pays de l'Afrique australe augmente progressivement, avec le potentiel pour un impact significatif sur le développement et l'intégration régional.

Pourtant, plus de mesures pragmatiques sont nécessaires si la région de la SADC va augmenter les niveaux actuels du commerce intra régional pour accomplir l'intégration plus profonde.

Par exemple, pendant que le commerce parmi les États-Membres a augmenté depuis 2000, les figures actuelles du commerce régional tombent toujours loin dessous avec le monde extérieur, particulièrement avec l'Europe, les États-Unis et la Chine.

Le conseiller en politique de commerce du Secrétariat de la SADC, Paul Kalenga, dit que le commerce d'intra- SADC a grandi en termes absolus à environ 34 milliard US\$ en 2009 du 13.2 milliard US\$ en 2000.

Pendant que les partisans de coopération économique plus proche dans la région loueront probablement la croissance dans le commerce intra-régional, la figure, comme une proportion de commerce de SADC total, a grandi seulement à 18.5 pour cent en 2009 dans la période de neuf ans à partir de 2000 où c'était 15.7 pour cent.

Pour augmenter le commerce intra régional, Kalenga a dit qu'il y a le besoin pour les États-Membres d'adresser des barrières non tarifaires aussi bien que d'autres barrières commerciales comme la congestion aux postes frontière provoqués par les lois d'immigration et la douane.

Les pays de la SADC doivent aussi complètement exécuter la Zone de Libre-Echange de la SADC (ZLE) lancé en 2008. La ZLE cherche à promouvoir le mouvement lisse des marchandises et des services à travers les États-Membres.

Son lancement a créé une population combinée de plus de 240 millions et d'une valeur en marché régionale de 430 milliard US\$.

Pourtant, peu de progrès a été accompli jusqu'à présent, surtout dans le processus d'implémentation. Par exemple, l'Angola et la République Démocratique du Congo continuent à avoir des réservations de l'assemblage de ZLE pendant que d'autres pays qui sont parties à l'accord commercial traient derrière dans le processus d'implémentation.

Un rapport de la Banque Mondiale sur le commerce dit

l'augmentation des écoulements commerciaux bilatéraux "que, par exemple les accords commerciaux préférentiels avec l'Union Européenne font."

Un certain nombre d'accords commerciaux bilatéraux existent dans la région de la SADC et sont négociés entre les États-Membres de la SADC eux-mêmes.

Les raisons de ces accords commerciaux bilatéraux incluent la reconnaissance que les membres pourraient

augmenter des opportunités bilatérales commerciales et d'investissement entre eux par la coopération, la libéralisation tarifaire et en réduisant des barrières diverses, autre que les tarifs, de commerce et de l'investissement.

Le commerce dans la région est exceptionnellement concentré dans les produits agricoles aussi bien que les machines, les combustibles et les produits chimiques, parmi d'autres contributions. □



Les experts concordent sur l'horaire pour les négociations de la Grande ZLE

LE FORUM de Négociation de Commerce du Tripartite (TTNF) en impliquant le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC ont agréés à un horaire et à un format de négociations pour établir un marché intégré couvrant 26 pays dans l'Afrique de l'est et australe.

C'a été adopté pendant le premier tour de négociations tenues en Décembre 2011 au Kenya après le lancement historique des négociations par les chefs des trois communautés économiques régionales en Juin dernier.

Il était bien entendu que le TTNF se rencontrerait au moins quatre fois par an pendant la première phase de négociations, avec les réunions plus fréquentes des groupes de travail techniques dans des sous-secteurs différents.

La première phase de négociations est chargée s'accomplir au cours de 36 mois (le juin de 2013) et adressera des questions comme la libéralisation tarifaire, les règles d'origine, coopération de la douane, barrières non tarifaires, des mesures hygiéniques et phytosanitaires, les barrières techniques pour le commerce, des remèdes de commerce et le règlement de dispute.

La deuxième phase de négociations se concentrera à négocier le commerce dans les services et des questions liées avec le commerce, en incluant des droits de propriété intellectuelle, une politique de compétition et le développement du commerce et de l'esprit de compétition.

Le fait de faciliter le mouvement des hommes d'affaires dans la région sera négocié en parallèle avec la première phase. □

que" le Malawi, la Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe dépendent lourdement sur la SADC, particulièrement pour les importations, provenant plus de 50 pour cent d'importations et commerçant plus de 20 pour cent d'exportations dans les marchés régionaux."

D'autres pays de la SADC continuent à "maintenir des plus forts rapports commerciaux avec le reste du monde."

L'Afrique du Sud est centrale aux écoulements commerciaux régionaux, avec environ 70 pour cent d'exportations de la SADC à la région vendue dans les marchés de l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU) et plus de 80 pour cent d'importations de la SADC de la région venant des pays de la SACU.

"Beaucoup de pays de la SADC exportent des produits de choix plus divers à la région de la SADC qu'au reste du monde, ce qui est indicatif du régionalisation du commerce de la SADC," le rapport a noté.

Le rapport ajoute que l'adhésion de la SADC avait plus d'un impact dans

“Cahora Bassa est le nôtre!”

Le pivot d'énergie de Mozambique pour promouvoir le commerce d'électricité régional

ON S'ATTEND à ce que le lancement du pivot d'énergie de Mozambique renforce le commerce d'électricité régional et adresse les manques d'énergie dans la région, aussi bien que l'amélioration d'accès à l'énergie en Mozambique.

La SADC a connu des manques d'électricité depuis 2006 en raison des facteurs comme l'investissement faible dans une nouvelle infrastructure d'énergie et la pauvre interconnexion de transmission à travers les Etats- Membres.

Pourtant, avec le lancement du pivot d'énergie de Mozambique, la région est prévue adresser certains de ses défis comme l'inter connecteur créera un trajet alternatif pour les importations et les exportations d'électricité parmi les pays de la SADC.

Le projet se compose d'une ligne de transmission double de la province Tete au centre de la Mozambique à la capitale Maputo au sud de la Mozambique et le réseau d'électricité raccordé dirigé par

le Pool Energétique de l'Afrique Australe (SAPP).

Budgétisé à plus de 2.5 milliard US\$, pivot cherche à garantir la disponibilité des installations d'électricité intégré et efficace qui peut soutenir l'industrialisation à Mozambique et à la région.

Quand opérationnel, l'électricité du barrage de Cahora Bassa sur le Fleuve de Zambèze peut aller directement au sud du pays, au lieu de via l'Afrique du Sud comme il est conformément à l'arrangement actuel par un accord colonial entre le Portugal et l'Afrique du Sud datant avant l'indépendance de Mozambique en 1975.

En parlant à la cérémonie du lancement, le Président Mozambicain Armando



Guebuza a dit que le projet donnerait le pays et la région une infrastructure essentielle pour la transmission rapide, sûre et sans risque d'électricité.

Il a dit que l'électricité de Cahora Bassa serait disponible le long de la ligne de transmission, en garantissant que le vrai sens de l'expression "Cahora Bassa est le nôtre!" serait senti par beaucoup dans les communautés Mozambicain.

"En garantissant l'interconnexion entre les systèmes d'électricité du centre nord et centre sud, le pivot fera aussi de nouveaux projets de génération d'électricité réalisables, en utilisant notre riche potentiel et diversifié," a-t-il dit.

Guebuza a dit que le projet est bien convenable avec la vision de la Mozambique pour l'électrification du pays entier par le développement d'infrastructure de transmission et de génération.

C'est non seulement une autre ligne électrique, il a insisté, mais un projet de transformation sociale dans laquelle la technologie est un facteur clé au changement.

"Ce projet cassera le cycle méchant par lequel il y a un manque d'investissements en énergie intensifs parce qu'il n'y a pas d'électricité et il n'y a pas d'électricité parce qu'il n'y a aucun consommateur d'énergie intensif en Mozambique" □

Le pivot d'énergie transportera l'électricité produite à de nouvelles usines d'hydroélectricité à Mphanda Nkuwa (1,500 MW) et le banc du nord de Cahora Bassa (1,245 MW) au marché régional. Il consistera en un 400kiloVolt la ligne de courant alternatif de haut voltage et un 800kV la ligne de courant continu de haut voltage pour fournir les zones de consommation importantes à l'intérieur de Mozambique et le lien avec le marché Sud-Africain. □

La centrale de Batoka pour illuminer l'Afrique du Sud

LE PROJET d'hydroélectricité de Batoka pourrait bientôt devenir une réalité comme la Zambie et le Zimbabwe ont intensifié des efforts pour construire la centrale, malgré que les défis de l'environnement restent un facteur.

Cela suit le paiement de plus que 70 million US\$ en Zambie par le Zimbabwe, une montant longtemps impayé comme une contribution vers la construction de la centrale du Sud de Kariba.

On s'attend à ce que le paiement, qui était impayé depuis plus de deux décennies, mette fin à une impasse qui avait calé le travail sur le projet d'électricité de Batoka.

La dette était du coût partagé de la construction du barrage de Kariba et de l'infrastructure associée, construite avant l'indépendance du Zimbabwe.

Ceci impliquait aussi la somme recueillie de la vente de capitaux de la Société d'Électricité de l'Afrique Centrale (CAPCO), que les deux pays possédaient comme les membres de la Fédération de la Rhodésie et le Nyassaland dissous en 1963.

La Zambie a estimé que le Zimbabwe avait profité d'avantage de la vente, pendant que le Zimbabwe a soutenu qu'il avait beaucoup contribué. Après une série de réunions il était bien entendu que le Zimbabwe devrait compenser la Zambie.

"La dette totale principale est 70.8 million US\$, mais un intérêt s'est accumulé au cours des années," a dit Elton Mangoma, le ministre d'énergie du Zimbabwe.

Il a dit qu'il rencontrerait sa contrepartie Zambien pour

discuter la construction de la centrale de Batoka.

Trouvé entre les deux pays, environ 50 Kms en aval de la Victoria Falls (Mosi oa Tunya), l'usine aura la capacité pour produire jusqu'à 1,600 mégawatts (MW) d'électricité.

Il est envisagé que la Zambie et le Zimbabwe partageront l'électricité également, mais comme les deux pays sont des membres du Pool Energétique de l'Afrique Australe (SAPP) une grande partie de l'électricité s'introduira aussi dans le réseau d'électricité régionale.

Cela permettra la capacité installée à la station planifiée d'être réalisée à travers la région de la SADC.

Tout le territoire continental des Etats- Membres de la SADC, à l'exception de l'Angola, le Malawi et la Tanzanie, est raccordé par SAPP. □



L'ANNÉE 2012 a été déclarée l'Année de Nations Unies d'Énergie Durable pour Tous, en soulignant un engagement global à augmenter l'utilisation d'énergie renouvelable.

En Décembre 2010, l'Assemblée Générale des Nations Unies a déclaré 2012 l'Année internationale d'Énergie Durable pour Tous, en reconnaissant que "l'accès aux services d'énergie abordables modernes dans les pays en développement est essentielle pour la réalisation des buts de développement agréé dans le monde entier, en incluant les Buts de Développement du Millénaire (MDGs)."

La Résolution de l'Assemblée Générale 65/151 a adresser au Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-Moon, en consultation avec le groupe de l'agence inter Énergie de l'ONU d'organiser et coordonner des activités à être entreprises pendant l'Année pour "augmenter la conscience de l'importance d'adresser des problèmes d'énergie, en incluant des services d'énergie modernes pour tous, l'accès à l'énergie abordable, l'efficacité d'énergie et la durabilité des sources d'énergie et d'utilisation" aux niveaux locaux, nationaux, régionaux et internationaux.

En réponse, Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-Moon, avec le soutien de l'Énergie de l'ONU, mène une nouvelle initiative globale – l'Énergie Durable pour Tous.

L'initiative engagera les gouvernements, le secteur privé et les partenaires de société civils à l'échelle mondiale avec le but d'accomplir l'énergie durable pour tous et atteindre trois objectifs importants d'ici 2030 :

- le fait de garantir l'accès universel aux services d'énergie modernes;
- la réduction de l'intensité d'énergie globale à 40 pour cent; et
- l'augmentation d'usage de l'énergie renouvelable à l'échelle mondiale à 30 pour cent.

La désignation de l'Année Internationale d'Énergie Durable pour Tous fournira un plateforme essentiel pour lever la conscience du défi et pour protéger des engagements nationaux vers l'accomplissement des trois objectifs.

Éléments Clé de l'Initiative Globale

• Groupe À Haut Niveau

Le Secrétaire Général a convoqué des représentants à haut niveau du secteur privé, des gouvernements, l'ONU, des organisations intergouvernementales et la société civile pour développer une stratégie globale et un ordre du jour concret pour l'action d'atteindre les trois objectifs. Le guide sera offert pour considération à la Conférence de Rio+20 en Juin 2012.

- **Les Actions Nationales** – The United Nations Development Programme will provide support to national activities on advocacy, commitments and accountability to drive action on universal energy access, energy efficiency and renewable energy goals. National activities may include designation of national coordinating mechanisms to facilitate wide stakeholder involvement by government, private-sector, civil society and development partners; advocacy and dialogue towards the formulation of national commitments; and accountability mechanisms to measure success.

Le Contexte d'Énergie Renouvelable de la SADC

Les opportunités et l'importance d'énergie renouvelable sont largement reconnues dans la région de la SADC. L'énergie renouvelable est l'énergie qui est constant et toujours disponible comme le vent, solaire, la biomasse et l'hydroélectricité.

Les ressources d'énergie renouvelables sont abondantes dans la région, surtout l'énergie solaire, l'énergie de biomasse et l'hydroélectricité, pendant que l'énergie basée sur les combustibles fossiles est toujours disponible au prix abordable. C'est le cas avec l'énergie à base de charbon dans la région.

2012 – l'Année d'Énergie Durable

Le développement harmonisé d'un cadre de politique régional pour l'énergie nouvelle et renouvelable a été identifié comme un pas important vers la réalisation du but de la SADC d'accomplir la balance entre la satisfaction des besoins d'énergie de la région et le fait de garantir la durabilité de l'environnement.

Selon la Division d'Énergie du Conseil d'administration sur l'Infrastructure et les Services de la SADC, presque tous les Etats-Membres de la SADC mettent en place des politiques d'énergie pendant que trois seulement ont pour l'instant développé des politiques d'énergie renouvelables. Ceux-ci sont la Namibie, l'Afrique du Sud et la Zambie.

Les données de la SADC montrent aussi que seulement l'Ile Maurice, l'Afrique du Sud et la Zambie ont à présent des stratégies d'énergie renouvelables mise en place pendant que l'Ile Maurice est le seul Etat Membre avec un plan majeur d'énergie renouvelable existant.

Initiatives Régionales dans la SADC

Les pays de l'Afrique australe ont identifié un certain nombre de projets d'énergie renouvelables qui sont dus pour commander entre 2020 et 2030.

Ceux-ci incluent le projet d'énergie de gaz de Kudu en Namibie et les projets de Eskom Concentrating Solar Power en Afrique du Sud.

Les autres projets étant être considérés sont le projet d'hydroélectricité Mphanda Nkuwa à Mozambique, l'hydroélectricité Itezhi Tezhi en Zambie et le projet d'hydroélectricité d'Inga dans la République Démocratique du Congo.

Le projet d'Inga a le potentiel de produire environ 40,000 mégawatts (MW) d'électricité, assez pour la plupart des besoins d'électricité actuels pour la région entière de la SADC.

En se réunissant en Janvier à Gaborone, au Botswana, pour le 2ème atelier sur le Plan d'Action et de Stratégie d'Énergie Renouvelable (RESAP) de la SADC, les experts d'énergie de la région ont agréé d'augmenter l'utilisation de sources d'énergie plus propres pour garantir le développement socio-économique durable.

Il était agréé que le Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) devrait accomplir un mixte des énergies renouvelable dans le réseau d'énergie régionale d'au moins 32 pour cent d'ici 2020 et de 35 pour cent d'ici 2030.

Le SAPP, un corps régional de 12 membres qui coordonne la planification, la génération, la transmission et le marketing d'électricité de la part des utilités des Etat Membre de la SADC, produit à présent environ 73 pour cent de son électricité des stations thermales.

La génération d'hydroélectricité représente seulement 17 pour cent de production d'énergie totale dans la SADC,

Les Inst

Angola
Botswana
RDC
Lesotho
Madagascar
Malawi
L'Ile Maurice
Mozambique
Namibie
Seychelles
Afrique du Sud
Swaziland
Tanzanie
Zambie
Zimbabwe

Source : Conse



ÉNERGIE AUSTRALE

Pour Tous de l'ONU

pendant que les centrales de distillat contribuent cinq pour cent, les stations nucléaires ajoutent quatre pour cent au réseau d'énergie régionale et les stations du Turbine de Gaz de Cycle Combinée (CCGT) font un autre pour cent au réseau.

Les centrales nucléaires utilisent de l'uranium comme leur source de combustible. L'uranium est une ressource non renouvelable qui sera éventuellement épuisée.

Opportunités d'Énergie Renouvelables

• Énergie solaire

Les systèmes solaires thermaux- électriques ont le potentiel à long terme de fournir une portion significative des besoins d'énergie et d'électricité de la SADC. La recherche a montré que la plupart des pays dans l'Afrique australe reçoivent plus de 2,500 heures de soleil par an. C'est parce que la région de la SADC et en fait toute l'Afrique, a le soleil toute autour de l'année.

La connaissance sur la technologie d'énergie solaire est étendue dans la région de la SADC, bien que son utilisation soit toujours limitée. Les systèmes de chauffage solaires varient des chauffages d'eau et aériens très



simples et bon marché à des chaudières solaires chères et sophistiqué de haute performance et de longue vie.

Le potentiel d'énergie solaire dans la SADC dépendra, pourtant, du prix et des améliorations de performance de technologies électriques solaires. Avec tous leurs avantages, les systèmes solaires ne sont pas bon marché d'installer; un système typique de famille dans la région coûte n'importe où entre 500 US\$ et 1,000 US\$, selon la Banque de Développement Africaine.

L'utilisation des systèmes innovateurs de financement, comme l'activité de frais de service, est une voie de surmonter ces hauts coûts. En installant des panneaux solaires pour alimenter des maisons multiples peuvent immédiatement aussi réduire les coûts.

• Énergie du Eolienne

Les Etats membres de la SADC tournent vers l'énergie éolienne pour accro tre la production et satisfaire la demande toujours augmentant pour l'électricité dans la région.

L'énergie éolienne est considérée comme une des formes d'énergie les plus sûres et plus propres qui ne pollue pas l'environnement comparé à d'autres formes comme thermal.

L'énergie éolienne intermittente sur un grand réseau peut contribuer considérablement à la production d'électricité annuelle sans activité spéciale pour l'entreposage, le soutien et l'administration de charge.

Les fermes éolienne sont relativement plus faciles de construire – il est estimé qu'il prend juste une année pour construire un avec une capacité de 100 MW.

Les producteurs indépendants d'électricité en Afrique du Sud ont commandé au moins 400MW d'énergie éolienne depuis 2006, avec la plupart des usines trouvées le long de la côte de l'ouest qui a le potentiel de produire environ 10,000MW d'électricité.

Des projets d'énergie éolienne semblables sont développés au Madagascar, qui verra l' le tirer son énergie du vent et réduire des émissions de carbone dioxyde.



• Biomasse

La plupart des maisons dans la région SADC obtiennent leur énergie pour cuisiner et chauffer de la biomasse.

L'énergie de biomasse est un combustible tiré de n'importe quel organisme de vie, mais comprend traditionnellement du bois, du charbon de bois, d'excréments et de résidus agricoles. Les réserves potentielles d'énergie de biomasse incluent des résidus inutilisés, des déchets solides municipaux et des plantations d'énergie.

Par le Programme pour la Conservation d'Énergie de Biomasse (ProBEC), la SADC dans l'association avec la Coopération Technique Allemande (GTZ) promeuvent des cuisinières de bois d'épargne énergétique efficaces dans la région.

ProBEC promeut un changement aux sources d'énergie renouvelables par l'introduction de biogaz, cuisinières solaires et les combustibles peuvent inclure des résidus de récolte. Le charbon de bois est considéré comme une forme de combustible de bois. Le programme fournit aussi l'entra nement aux entrepreneurs qui fournissent les produits au marché indépendant du projet. □



Instrument de l'énergie renouvelable dans la SADC

	Politique de l'Énergie Nationale	Plan Majeure de l'Énergie	Politique de l'Énergie Renouvelable (ER)	Stratégie d'ER	Plan Majeure/ Plan d'Action d'ER	Intégration d'ER dans l'Électrification Rurale
	✓	✓				✓
	✓					
	✓					
r	✓					
e	✓	✓		✓	✓	
ue	✓		✓			✓
	✓					
Sud	✓	✓	✓	✓		
	✓					✓
	✓	✓	✓	✓		✓
	✓	✓				✓

il d'administration sur l'infrastructure et les services, la division d'énergie de la SADC

L'Angola a des réserves de pétrole pour durer 50 ans

LA GRANDEUR des réserves de pétrole de l'Angola, qui avaient auparavant été estimées à 20 ans, a été révisée à la hausse et va maintenant certainement durer encore 50 ans après le commencement de nouvelles activités d'exploration de la côte de l'Océan Atlantique du pays.

En Décembre l'année dernière, le régulateur de gaz

naturel et de pétrole national de l'Angola Sonangol a signé des contrats avec les compagnies pétrolières pour l'exploration de la couche de pré sel dans 11 blocs et, bien que l'existence de pétrole doit encore être confirmée dans la plupart des blocs, il y a déjà eu des résultats satisfaisants dans le bassin de Kwanza.

La Compagnie Pétrolière Britannique BP est optimiste des futures perspectives pour l'exploration de pétrole en Angola.

"La couche de pré sel dans le Benguela et les bassins de Kwanza a le potentiel pour augmenter la vie de l'industrie du pétrole en Angola à moitié d'un siècle," a observé le



directeur général de BP, Bob Dudley.

BP a été décerné de quatre contrats pour l'exploration de blocs de couche de pré sel.

En 2010 l'Angola a produit une moyenne de 1.9 millions barils de pétrole par jour. Pourtant, la production en 2011 est tombée à environ 1.7 millions barils de pétrole par jour. *Angola Hub* □

La Namibie pour attirer l'investissement pour le projet de Kudu

LA NAMIBIE conclut des détails de garantie d'un million de dollars pour l'utilité d'électricité nationale Nampower et la compagnie du produit vedette pétrolière Namcor, qui sont impliqués dans le développement du Projet de Gaz de Kudu de 7 milliard N\$ (876 million US\$).

Les deux compagnies sont les plus grands participants à capitale intensive de Gaz de Kudu de la Namibie, dont les permis ont changées de mains multiples depuis sa découverte en 1974.

Le Ministre d'Énergie et des Mines Isak Katali a dit que la garantie est destinée d'attirer des partenaires pour le projet en amont d'opération, dont l'absence constitue le plus grand hold-up sur le progrès.

"Le gouvernement prépare une garantie au projet et les discussions sont en cours," a-t-il dit.

La recherche des partenaires a été partiellement déclenchée par le retrait d'année dernière de la compagnie Russe du gaz

Gazprom, qui avait exprimé l'intérêt pour le projet en 2009.

Quand complètement opérationnel, on s'attend à ce que l'usine produise environ 800 mégawatts, qui iraient une longue voie dans le fait d'adresser certains des défis d'énergie faisant face au pays.

Actuellement, plus de 50 pour cent d'électricité utilisée en Namibie sont importés de l'Angola, la RDC, la Mozambique, l'Afrique du Sud, la Zambie et le Zimbabwe. *New Era* □

Le Projet du Chemin de Fer de Swaziland pour Accroître le commerce régional



LA SWAZILAND est chargé tiré des augmentations socio-économiques du développement de la ligne de chemin de fer de 146 kilomètres (km) reliant le pays avec l'Afrique du Sud avoisinant.

"Transnet et les Chemins de fer de Swaziland ont conjointement agréés de développer une ligne de 146 Kms de Lothair en Mpumalanga à la Jonction Sidvokodvo en Swaziland aussi bien que le fait de moderniser des réseaux de

rail adjacents en Afrique du Sud," a dit le directeur général du groupe Transnet Brian Molefe, en ajoutant que la ligne "fournira un accroissement économique sans précédent à la région."

Il a dit que la ligne agira comme un trajet de transport du charbon et permettra aux trains de marchandises jusqu'à 200 chariots de longueur de voyager à travers la frontière. Le rail est un mode de transport moins cher et meilleur comparé à la route.

Il a dit que c'est préférable pour le charbon d'être via le rail par opposition aux camions, comme c'est coûté effectif pour les minéraux non traités et les produits en gros.

La nouvelle ligne manipulera aussi des volumes généraux de marchandises séparés du charbon et ajoutera une nouvelle capacité de transport de rail de 15 millions de tonnes à la région. *AllAfrica.com* □

L'Ile Maurice vise un plus grand investissement en 2012

L'IILE MAURICE se concentrera à augmenter l'investissement direct étrangère et la promotion d'export en 2012 parmi les projections que l'économie développera par plus de quatre pour cent cette année.

Le Ministre des Finances, Xavier-Luc Duval a dit pendant la présentation du budget national 2012 que les dépenses de gouvernement pendant l'exercice suivant se concentreront sur les activités pour augmenter l'investissement, la promotion d'export, le développement du marché et le révélation de l'économie.

Il a dit que "beaucoup de concentration et beaucoup de campagnes de promotion prudemment pensé" sera dirigé en Inde, Chine et Afrique.

D'autres initiatives incluent l'établissement proposé d'un Détachement spécial d'Aide d'Affaires de Secteur Privé-Public Collectif qui définira des mesures visées à l'enlèvement des embouteillages restants à l'investissement et aux exportations. □

L'agriculture soutient la clé de services de l'amélioration de la sécurité alimentaire

par Kizito Sikuka

LES EXPERTS agricoles des pays en développement en Afrique, les régions (ACP) Antillaises et Pacifiques ont conseillé à leurs gouvernements de renforcer des services d'extension pour accomplir la sécurité alimentaire et promouvoir le développement rural.

Les participants assistant à une conférence internationale des innovations dans l'extension et les services consultatifs tenus au Kenya ont dit que des réserves de nourriture durables sont possibles si les politiques des services d'extension agricoles sont statuées et exécutées complètement.

Le soutien des services d'extension adéquats permettrait aux fermiers d'essayer de nouvelles récoltes ou des entreprises de bétail et déterminer les pratiques de production qui sont les plus convenables dans le fait de fournir des marchés spécifiques ou le fait de développer des entreprises à la communauté ou au niveau national.

Le Ministre d'Assistant du Kenya de l'Agriculture, Kareke Mbiuki, a dit que le rapport de fermier-à-fermion a besoin de l'amélioration, en ajoutant que la plupart des pays se battent satisfaire les demandes de leurs fermiers.

Il a dit que le rapport en Afrique est d'un officier d'extension à 4,000 fermiers, avec le nombre réduit par l'exode de personnel d'extension adroit en raison des salaires bas dans le secteur public.

Le Secrétaire Permanent pour l'Agriculture de l'Antigua et Barbuda dans la Mer des Antilles, Zane Peters a conseillé aux parieurs pertinents de collaborer dans le fait d'adresser des manques dans l'extension et les services consultatifs.

Elle a dit pendant que les gouvernements nationaux ont la responsabilité complète de garantir qu'ils fournissent l'environnement juste au

développement et à l'amélioration de services d'extension, ils ne peuvent pas résoudre les défis de l'industrie d'extension tout seuls.

"Les associations sont importantes," a-t-elle ajouté. "Le secteur public et privé devrait collaborer pour améliorer des services d'extension d'agriculture."

Le Directeur du Centre Technique pour l'Agriculture et la Coopération Rurale (CTA) à Bruxelles, Michael Hailu, a dit que les régions ACP ont une quantité vaste de ressources minérales pour devenir des joueurs globaux dans le secteur agricole, mais c'est souvent entravé par de pauvres politiques agricoles.

Il a dit pour les régions pour promouvoir la sécurité alimentaire il y a le besoin d'équiper des fermiers aussi bien que le garantir que les fermiers ont l'approche à la connaissance, les technologies et le financement voulu pour augmenter la productivité.

"Il n'y a aucune raison dans le développement de nouvelles technologies ou de systèmes inoffensifs pour l'environnement, élégants de climat si on ne consulte pas les fermiers et les productions ne sont pas largement disséminées et pratiquées," a-t-il dit.

Le Directeur Exécutif du Forum pour la Recherche Agricole en Afrique (FARA), Monty Jones, dans le fait de conseiller aux gouvernements nationaux de reconsidérer leurs politiques et stratégies sur les services d'extension, a dit qu'une approche "d'étudiant-enseignant" est souvent adoptée où l'ouvrier d'extension "nourrit" les fermiers avec les informations, mais cela ne travaillera pas.

"Le processus entier devrait être tout-inclus pour que les ouvriers d'extension et les fermiers réagissent réciproquement."

Sur l'équité de genre et l'autonomisation, le Président des

Femmes dans la Fondation de Développement d'Agriculture de Nouvelle Guinée Papua, Maria Linibi, a dit que le foyer spécial doit être concordé aux femmes qui inventent la majorité de fermiers.

Elle a dit que les femmes sont souvent marginalisées par les services d'extension parce que beaucoup sont l'analphabète et parce que quelques cultures ont tendance à protéger des femmes d'améliorer leurs adresses.

Une autre édition clé levée à la conférence était le besoin d'harmoniser l'extension agricole et les services consultatifs.

En ce qui concerne le transfert d'informations de recherche, un spécialiste de communications avec l'Union de Fermiers de Malawi, Catherine Mloza-Banda, a dit dans une interview que si les gouvernements ont développé une appréciation pour le concept de systèmes d'innovation agricoles, cela aiderait à la circulation de l'information parmi les fermiers, explorerait des officiers et d'autres.

Par exemple, la radio de communauté peut aider dans la dispersion des informations aux fermiers aussi bien que faciliter le partageant d'informations avec les chercheurs, les experts, les agro-commerçants et les décideurs.

La radio crée un quai qui peut servir chacun, en donnant des ouvriers d'extension l'opportunité pas seulement pour envoyer des informations, mais aussi recevoir le feed-back pour les technologies différentes qui sont transmises au fermier.

L'investissement dans de nouvelles technologies comme les téléphones mobiles donne aux fermiers l'opportunité d'avoir l'approche à propos et convenable au marché et aux informations techniques directement du marché, l'action réciproque directe ainsi encourageante entre les fermiers et les acheteurs. □





SADC répondant à la menace d'inondations

L'AFRIQUE AUSTRALE a activé des plans d'éventualité de compenser et atténuer l'impact d'inondations comme de pluies battantes frappent la plupart des parties de la région, comme prédit par le centre de climat régional de SADC.

De pluies battantes qui ont commencé en Décembre de 2011 et ont continué jusqu'au Janvier de 2012 ont provoqué l'inondation dans quelques parties de la région, en réclamant des vies et en détruisant la propriété et l'infrastructure.

Le coup le plus dur est des pays dans le bassin de Fleuve de Zambèze et davantage au Lesotho, au Madagascar et en Afrique du Sud.

SADC s'érodent les experts ont prédit normal à au-dessus-normal les pluies pour la plupart de la région du Janvier au Mars de 2012 grandement à cause des effets continuant du phénomène de La Nina 2011. C'est la condition opposée à El Niño, provoqué par un réchauffement d'eaux dans l'Océan Pacifique occidental que les impacts sur le temps plus d'un quart de la surface de la terre, en apportant la sécheresse en Afrique australe.

Selon le Centre de Services de Climat de SADC, la convergence de vent saisonnière dans le bassin de Congo puisque la semaine dernière de Décembre de 2011 et de l'action réciproque entre le milieu est de la latitude et les systèmes tropicaux à travers l'Afrique australe et sud-est a aggravé l'activité de chute de pluie dans le territoire continental les pays de SADC.

"Là est ainsi augmenté la chance pour la chute de pluie battante sur le sud de la RDC, le nord-est de l'Angola, la moitié de l'est de la Namibie, le Botswana, l'Afrique du Sud, les parties centrales de la Tanzanie et du Zimbabwe," le Centre a dit.

C'a été répercuté par le Réseau de Systèmes de Signe avant-coureur de Famine (FEWSNET), qui est prévenu de

la chute de pluie battante à travers l'Afrique australe pendant période de Janvier jusqu'au Mars. La plus chute de pluie battante (au-dessus de 150 millimètres) est attendue sur le sud de la Zambie, le nord du Zimbabwe, le sud du Malawi, la Mozambique et l'est de la Madagascar, selon FEWSNET.

"Au Mozambique, le niveau augmenté combiné du Fleuve de Zambèze en raison des renvois du Kariba et les barrages de Cahora Bassa et les pronostics de chute de pluie battante sur le nord de la

vents frais et l'inondation d'apport par les deux systèmes tempête est de 119,000, selon l'agence de presse de Mozambique, AIM.

Mozambique a commencé à libérer de l'eau du Barrage de Cahora Bassa sur le Zambèze l'année dernière avec les gens vivant le long du bassin de Zambèze le plus bas et dans le Buzi, les bassins de Save et Pungue étant transférées.

Les autorités locales ont dirigé des exercices de simulation d'inondation depuis le Novembre de 2011 pour

prévention de désastre contrôlent de près des niveaux d'eau dans le Fleuve de Zambèze.

L'Unité de Mitigation et d'Administration de Désastre de la Zambie (DMMUZ) a aussi préparé un plan d'éventualité d'aider environ 370,000 personnes probablement pour être affectée par la pluie et les périodes sèches après les évaluations indiquant que le niveau d'eau dans le Zambèze était plus haut que cela enregistré l'année dernière.

"Nous avons eu trois saisons de chute de pluie battante et la terre est saturée avec l'eau, en la faisant plus prédisposé à l'inondation," le Coordinateur National de DMMUZ, Dominicano Mulenga, a dit.

La Namibie a placé des articles essentiels et des instruments de relief comme faisant partie de leurs plans d'éventualité, surtout dans la Région Caprivi, qui est prédisposée aux inondations.

En ce qui concerne l'Afrique du Sud, on a forcé que le pays temporairement ferme le Parc National de Kruger après les inondations qui frappent la région au début de cette année.

De pluies battantes qui ont battu la partie du nord du pays pendant des jours en Janvier, en provoquant des ruisseaux dans le parc national déborder et en emportant un certain nombre de ponts. Les fonctionnaires de parc ont été forcés à évacuer 60 touristes en Janvier qui ont été bloqués sur les trajets de safari.

Le Secrétariat de SADC a dit que les plans sont en route pour établir des communications améliorées et un système de signe avant-coureur pour la région.

Le Secrétaire Exécutif Tomáz Salomão a dit que c'est important pour les pays en amont et en aval des fleuves régionaux importants pour échanger des informations pour planifier l'action collective comme bien entendu dans le Protocole Révisé de SADC sur les Cours d'eau Partagés. □



Mozambique lève des inquiétudes pour déborder le long d'en aval les endroits," FEWSNET a dit.

La région a été battue par de pluies battantes depuis que une dépression tropicale frappe la Mozambique en Janvier où deux tempêtes puissantes, le Cyclone Tropical Funso et la Dépression Tropicale Dando, a provoqué l'inondation dans les régions côtières.

Les fonctionnaires disent que l'inondation des deux systèmes tempête a réclamé au moins 40 vies et a déplacé plusieurs milliers. Les routes nationales importantes entre la capitale, Maputo et les parties du Nord du pays ont été détruites, le fait de jeter l'épouvante d'insuffisances de nourriture dans les régions affectées.

La nouvelle estimation du gouvernement du nombre des gens directement affectés par les pluies torrentielles, les grands

préparer des communautés aux évacuations soudaines

La Mozambique a été louée par la communauté internationale pour sa préparation, inculquée dans ses expériences dures précédentes. Comme en aval le pays qui souffre le plus de l'inondation, la Mozambique a dirigé des inondations annuelles sans déclarer un cas d'urgence.

L'Autorité de Fleuve de Zambèze (ZRA), un corps monté par la Zambie et le Zimbabwe pour diriger le Barrage de Kariba, a été forcée à ouvrir les portes de déversoir de Lac Kariba tôt pour libérer la pression sur le mur du barrage. Les portes, qui sont d'habitude ouvertes au début du Février, ont été ouvertes le 3 Janvier pendant que l'on a conseillé aux gens vivant en aval d'évacuer leurs maisons.

Au Zimbabwe, les ouvriers d'aide et les équipes de



SADC attend des élections dans quatre pays

par Joseph Ngwawi

AU MOINS une élection nationale est attendue en l'Afrique australe cette année, avec trois d'autres en attente.

Revigoré par une atmosphère de paix relative et de stabilité politique qui a obtenu dans la région pour les quelques dernières années, SADC attend des sondages cette année en Angola et peut-être au Lesotho, le Madagascar et le Zimbabwe.

Le Président José Eduardo dos Santos annoncé le Jour de Nouvel An l'adresse télévisé que l'Angola tiendra des élections choisir de nouveaux Députés (les députés) vers la fin de l'Août de 2012.

C'est la première fois que l'Angola tiendra des élections depuis l'adoptant d'une nouvelle Constitution en 2009 conformément à laquelle le Président est élu par le Parlement de la plus grande fête dans la Maison d'Assemblée, semblable au système Sud-Africain. Dans la nouvelle charte de gouvernement, le bail du Président sera maintenant limité à deux termes.

Dos Santos a dit que les élections seront tenues au cours des huit premiers mois de 2012 et assurées les Angolais que "les mécanismes juridiques sont créés pour ces élections à être bien organisées, transparent et équitable.

"Il est à la hauteur de chacun, les citoyens votants particulièrement (pour supposer) la grande responsabilité de faire le choix juste pour garantir la continuité de la construction d'un Angola de paix, démocratie et développement," a-t-il dit.

Le Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) mené par dos Santos a gagné une guerre civile de 27 ans contre ancien groupe de rebelle, l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (Unita) et a ensuite submergé l'opposition au cours de l'élection 2008 au cours dont il a obtenu 82 pour cent des suffrages exprimés valides.

Les élections au Lesotho, le Madagascar et le Zimbabwe sont soumises à la conclusion réussie de processus en cours de

résoudre des disputes parmi les joueurs politiques principaux dans les pays respectifs.

En cas du Lesotho, un dialogue politique -négocié de SADC a été conclu en Avril de 2011, en pavant la voie pour les élections peut-être plus tard cette année.

Le mécontentement post-électoral a émergé au Lesotho après les élections 2007 comme la fête d'opposition principale a refusé d'accepter les résultats. Une équipe de négociations comprenant des chefs des églises au Lesotho et d'animateur-formateurs de la tro ka d'Organe de SADC a été mise en place par les chefs africains du sud pour adresser la situation.

Les élections générales du Zimbabwe dépendent de la conclusion réussie d'un processus en cours de faire le brouillon d'une nouvelle Constitution, qui devrait alors être présentée à un référendum national.

Le président Robert Mugabe a exprimé l'inquiétude au pas lent du processus faisant la constitution, mais a exprimé sa détermination d'avoir le référendum et les élections ultérieures tenues cette année.

Les efforts de médiation -menés de SADC au Madagascar ont des résultats dans les chefs politiques acceptant de remettre un gouvernement transitionnel sur pied pour diriger le pays jusqu'à ce que les élections fraîches soient tenues cette année. Pourtant, l'implémentation de cet accord continue à être un défi.

Le Madagascar a glissé dans l'agitation politique en Mars de 2009 après que le chef d'opposition Andry Rajoelina a saisi le pouvoir de Ravalomanana à une démonstration publique soutenue par les militaires, de la façon presque le même que Ravalomanana lui-même avait saisi le pouvoir il y a quelques années plus tôt. sardc.net □



Une femme a voix prépondérante.

Les tensions de DRC déclenchent des peurs d'instabilité

L'INSTABILITÉ DE post-élection après l'élection présidentielle contestable dans la République Démocratique du Congo (DRC) provoque l'inquiétude dans la région.

Le sondage présidentiel passionnément contesté en Novembre a été gagné par le Président Joseph Kabila. Kabila de 40 ans a gagné un deuxième terme avec environ 49 pour cent du vote populaire contre 32 pour cent pour son rival le plus proche Etienne Tshisekedi de l'Union pour la Démocratie et la Parti de Progrès Sociale (UDPS).

Tshisekedi a contesté les résultats, en réclamant que les sondages ont été gâchés par de nombreuses irrégularités.

Pourtant, la Cour suprême du pays a soutenu les résultats d'élection le 15 Décembre, en disant que le président en exercice a gagné 48.95 pour cent du vote contre 32.33 pour cent pour son adversaire.

Tshisekedi de 79 ans s'est proclamé le nouveau chef démocratiquement élu du DRC et s'est de façon controversée juré pendant une cérémonie tenue à sa maison le 24 Décembre, quatre jours après que Kabila a été fait prêter serment par la Cour suprême du pays.

Sur son inauguration, Kabila a juré protéger l'unité nationale et promouvoir la paix et la sécurité dans le pays et dans la région.

Tshisekedi s'est arrêté juste sauf du fait d'appeler des protestations de masse, mais a conseillé aux forces de sécurité congolaises de faire défection et le reconnaître comme le président élu.

Le chef d'opposition chevronné, un ancien premier ministre sous le dictateur Mobutu Sese Seko, n'a aucune milice de son propre mais l'annonce des résultats en Décembre a déclenché la violence dans les rues de Kinshasa. Des centaines de ressortissants de RDC ont fui leurs maisons et ont cherché le refuge dans les pays avoisinant après que les tensions ont augmenté en Décembre. □

La SADC réagi à la menace de piratage maritime

L'AFRIQUE AUSTRALE a renforcé la sécurité dans ses régions côtières comme la merée du piratage maritime se tra ne vers le sud et menace le commerce le long du Canal de la Mozambique.

Comme des pirates Somaliens s'aventurent vers le sud dans l'Océan Indien où ils ont attaqué ou ont saisi des vaisseaux commerciaux depuis 2005, les Etats- Membres de la Communauté de Développement de l'Afrique Austral (SADC) prennent des mesures pour affronter le problème grandissant qui a affronté l'industrie maritime au cours des quelques dernières années.

La capture "d'un bateau gigogne" des pirates Somaliens au nord du Madagascar l'année dernière a accentué la menace augmentée de piratage dans le Canal de la Mozambique et ses implications pour la paix et la

sécurité aussi bien que le commerce dans la SADC.

Trouvé entre l'est du Madagascar et l'ouest de la Mozambique, le Canal de Mozambique forme un trajet commercial important avec l'Afrique austral et le sud de l'Atlantique à et de l'Océan Indien.

Le Canal est un trajet stratégique commercial pour la SADC, portant plus de la moitié des exportations et des importations de marchandises de la région.

À la suite du grand volume des marchandises de la SADC qui traversent le long Canal de 2,400 kilomètre, la menace posée par les pirates Somaliens comme ils s'avancent vers le sud à la recherche des terrains de chasse plus faciles est une inquiétude sérieuse pour la région.

La SADC devient de plus en plus une terre alternative attrayante pour les pirates

comme ils essaient d'éviter l'examen rigoureux par les forces d'anti-piratage internationales qui contrôlent maintenant la Corne de l'Afrique et du Golfe d'Aden.

Au moins six vaisseaux enregistrés ou appartenant aux pays de la SADC ont été attaqués ou saisis par les pirates Somaliens depuis 2007. Ceux-ci incluent deux navires enregistrés à la Tanzanie, FV Mavuno 1 et 2, capturé en Mai 2007; et un yacht des Seychelles, MV Serenity, saisie en Février 2009.

Les hijacks se sont intensifié en 2010 où au moins trois vaisseaux enregistrés à la SADC ont été attaqués. Ceux-ci étaient le MV Barakaale 1 enregistré à la Tanzanie, le SY Choizil appartenant à l'Afrique du Sud et le FV Vega 5 de la Mozambique.

Plusieurs d'autres vaisseaux étrangers ont aussi été piratés au cours des dernières années sur les eaux de l'Afrique australe au

Madagascar, à l'Ile Maurice et aux Seychelles.

Cela a incité aux pays de la SADC d'approfondir la coopération en sécurité maritime dans la région. Les pays de la SADC se sont engagés dans des efforts d'anti-piratage bilatéraux et multilatéraux de promouvoir la sécurité dans le Canal de la Mozambique, un tel effort étant le dernier Mémorandum de Comprendre (MOU) signé par l'Afrique du Sud et la Mozambique vers la fin de 2011.

Il y a des plans d'étendre l'accord à un MOU trilatéral qui inclut la Tanzanie dans un mouvement viser à prévenir l'expansion d'opérations par les pirates Somaliens vers le sud

L'Afrique du Sud a réagi à la menace contre les navires de la SADC en envoyant une frégate avec un hélicoptère et un avion maritime de patrouille pour arrêter essaie par le pirate de dominer le Canal.

Le Ministre de la Défense et des Vétérans Militaire Lindiwe Sisulu a dit à la réunion récente sur la stratégie d'anti-piratage régionale de la SADC qu'il était temps pour la région à lutter contre le piratage.

"Il y a peu de doute que la question de piratage commence à être un problème sérieux pour nous. Si les pirates entre dans nos trajets, il provoquera une réaction préjudiciable contre beaucoup d'économies." elle a dit.

"Nous croyons que nous sommes tous part dans cette vulnérabilité, comme le piratage est maintenant dans nos eaux. Comme les régions côtières de la SADC ne tombent pas dans les régions de patrouille des forces anti-pirate internationales, la SADC devra prendre responsabilité pour sa propre sécurité maritime." *sardc.net* □



La troïka demande l'implémentation du guide de paix de la Madagascar

LE COMITE Ministériel de l'Organe de la SADC (MCO) sur la Politique, la Coopération en Défense et en Sécurité a demandé aux parties en conflit de la Madagascar de trouver d'urgence une approche consensuelle pour l'implémentation d'un guide pour faciliter le retour à l'ordre constitutionnel dans l' le de l'Océan Indien.

La réunion ministérielle de Tro ka, tenue à Pretoria et assisté par l'Afrique du Sud, la Zambie et la République Unie de la Tanzanie aussi bien que le Secrétariat de la SADC, a noté que pendant qu'il y a eu du progrès dans l'implémentation du guide, il y a toujours quelques défis critiques à être résolus.

Le comité a insisté sur le besoin d'éviter l'implémentation sélective du guide.



"Donc, les parieurs Malgache sont conseillés d'expédier le processus d'exécuter tous les autres articles non résolus du guide surtout ceux se rapportant à des mesures construisant la confiance," ont dit les ministres dans un communiqué publié après la réunion.

Les ministres ont demandé la priorité immédiate à l'interprétation de la législation

d'amnistie avant le 29 Février 2012 pour faciliter l'implémentation des affaires non résolu comme agréé sous le guide.

Le comité a aussi critiqué la décision unilatérale par l'ancien Président de la Madagascar Marc Ravalomanana pour revenir à l' le le 21 janvier, en décrivant le mouvement comme un grand revers au processus pour apporter la paix au pays. □

Calendrier des Evénements Février – Avril 2012

Février 6 – 9, Kenya	Ponts Afrique La conférence discutera des défis et des opportunités dans la conception, la construction et la maintenance des ponts en Afrique
12-17, Zambie	38ème Réunion de la SAPP On s'attend à ce que la réunion reconsidère la situation d'énergie dans l'Afrique australe. La SAPP est composé de 12 utilités d'électricité dans la région SADC
21-23, Afrique du Sud	L'Énergie d'Afrique Indaba La conférence annuelle a l'intention d'explorer des voies dont l'Afrique peut exploiter ses énormes ressources d'énergie pour accomplir le soi suffisant d'énergie.
20-22, Kenya	Le Forum Ministériel Global de l'Environnement. "L'Économie Verte et le Gouvernement international de l'environnement et les Problèmes Émergent" sont le thème du forum, qui discutera des actions pour la communauté globale pour adresser le changement climatique. UNEP lancera le Résumé GEO-5 pour les Décideurs
A confirmer, Angola	Conseil des Ministres de la SADC Les ministres des Etats membres de la SADC, des ministères des affaires étrangères, le développement économique, la planification ou le financement se rencontrent deux fois par an dans le Conseil, avec la responsabilité de superviser et contrôler les fonctions et le développement de la SADC et garantir que les politiques sont correctement exécutées, aussi bien de faire les recommandations au Sommet.
Mars 5 – 10, Kenya	Le Forum Régional sur la Science, la Technologie et l'Innovation en Afrique Le forum délibérera sur les améliorations de science et de technologie pour promouvoir le développement socio-économique en Afrique.
8, Global	Journée International des Femmes C'est une occasion pour réfléchir sur le progrès fait à présent dans l'avancement des droits des femmes, de demander le changement et célébrer des actes de courage et de détermination par les femmes ordinaires qui ont contribué au développement d'égalité et d'équité.
19 – 23, Malawi	27ème Réunion Annuelle de SQUAM de la SADC La réunion du Standard, l'assurance de la Qualité, Accréditation et la Métrologie (SQUAM) vise à améliorer la qualité et les normes accréditation pour les pays SADC.
22 – 23, Londres	Sommet d'Énergie Global Le sommet permettra aux parieurs d'exposer des stratégies pour garantir que les réserves d'énergie satisfont la demande
22 – 27, Ethiopie	La Conférence des Ministres d' Economie et de Finance de l' UA Allant sous le thème " relâcher le Potentiel de l'Afrique comme le Pôle de Croissance Globale", la réunion regardera aux façons de promouvoir la performance économique de l'Afrique.
Avril 3-4, Ghana	Le Forum d'Investissement d'Afrique Le forum discutera comment l'Afrique peut attirer des afflux d'investissement dans le continent.
27-28, Afrique du Sud	Energie Eolienne Monde Afrique La réunion délibérera sur le besoin d'augmenter le carneau d'énergie éolienne, qui est une source plus propre d'énergie comparée au charbon.



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui Vol 14 No 2 Février 2012

SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Stalin Tazvitya, Phyllis Johnson, Ndiyavhonga Ndou, Tanyaradwa Chiwara, Danai Majaha.

ONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penehupifo Martin

TRADUCTION
Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Étrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2012

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1, p5 chinabuzz.net, mugabe.com, adamscolleges.co.za, used farm-machinery, panoramio.com, science20.com, aaancestorsnc.com; p2 mzz.gov.si; p4 expogr.com, panoramio.com; p6 agriculturesource.com; p7 Hydroeléctrica de Cahora Basa; p9 greenprophet.com; p10 rudjeggleg.co.za, infrastructurist.com; p11 theuns botha, whybiotec.com, globalfoodforthought.com, caadp.net; p12 lightstalkers.org, technoscene.co.za, en.trend.az; p14 cedarberg-travel.com, boatdesign.net; p16 jucyafica.com, sahistory.org.za, anc.org.za

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sardc.net
www.sardc.net Connaissance pour le Développement




www.sardc.net
Knowledge for Development

100 Ans

1912-2012

Congrès National Africain de l'Afrique du Sud

L'ANNIVERSAIRE DE centenaire du Congrès National Africain (ANC) de l'Afrique du Sud le 8 Janvier a marqué une réalisation importante pour le mouvement noir nationaliste de libération le plus vieux de l'Afrique australe.

Les chefs traditionnels, les représentants des organisations du peuple et d'église et des individus proéminents se sont rassemblés à Bloemfontein le 8 Janvier 1912 et ont formé le Congrès National de Natal Sud-Africain (SANNC) dont le but principal était de faire campagne pour les droits de tous les Africains. Il a été rebaptisé le Congrès National Africain en 1923.

Le premier président était le Révérend John Langalibalele Dube, un érudit une fois décrit comme 'un grand, si pas l'homme le plus grand noir, de l'époque missionnaire en Afrique du Sud.' D'autres membres du premier conseil de direction étaient l'auteur et le journaliste Solomon Plaatje comme le secrétaire, l'avocat Pixley ka Isaka Seme comme le trésorier, Thomas Mapikela comme le porte-parole et l'avocat George Montsioa comme le secrétaire enregistrant.

La formation de l'ANC a enflammé la flamme de résistance organisée à la domination coloniale blanche et à la législation raciste dans l'Afrique du sud.

À partir de ses commencements humbles à l'église Waaihoek dans Bloemfontein (maintenant Mangaung), l'ANC s'est battu et a grandi, notamment dans les années dernières par la Charte de Liberté 1955 et la décision de la Ligue des Jeunes d'établir une aile armée, Umkhonto we Sizwe (la Lance de la Nation), en 1962.

Plus de 100,000 personnes, en incluant un grand nombre de dignitaires internationaux, ont assisté aux célébrations de centenaire de l'ANC à Mangaung en Janvier 2012. Les célébrations ont inclus une cérémonie traditionnelle, un tournoi de golf, des concerts et un dîner de gala.

Pourtant, ce n'était pas les festivités qui ont fait la commémoration de l'anniversaire surpassant, mais la signification de l'événement pour l'Afrique en générale et dans l'Afrique australe en particulier.

Il était, en fait, le début de la solidarité politique dans l'Afrique australe comme évidence par la présence de plusieurs chefs traditionnels des pays avoisinant pendant la formation historique de l'ANC il y a 100 ans.

Les délégués en 1912 ont inclus des chefs traditionnels estimés comme Lewanika, le Roi Souverain des gens de Lozi de la Zambie; Roi Letsie II du Lesotho; régent royal Labotsibeni Mdluli de Swaziland; et Seretse Khama I du Botswana.

À la commémoration 100 ans plus tard, le Président de l'ANC Jacob Zuma a rendu l'hommage aux pays et aux gens qui ont soutenu l'ANC pendant cette période jusqu'à ce que l'administration permettant l'apartheid ait été enlevée.

Zuma a remercié surtout les Etats- Membres de la SADC l'Angola, le Botswana, le Lesotho, la Mozambique, le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe pour le soutien rendu à l'ANC pendant sa lutte contre l'apartheid qui a mené aux premières élections démocratiques et un gouvernement de l'ANC en Avril 1994.

Il a aussi rendu l'hommage à l'assistance de l'ANC reçu d'autres pays Africains comme l'Algérie, le Bénin, l'Éthiopie, la Guinée, le Nigeria et l'Ouganda, aussi bien que la matière et le soutien de logistique de l'Organisation d'Africain Unity (OAU) par le Comité de Libération basé dans Dar es Salaam et de la Cuba, l'Union soviétique, la Norvège, la Suède, la Finlande, le Danemark et le Mouvement Anti-Apartheid international.

sardc.net



Le président Zuma allume la flamme de centenaire de l'ANC à Mangaung le 8 Janvier 2012. D'autres leaders récents de l'ANC incluent le OR Tambo, Nelson Mandela et Thabo Mbeki. Le 16 Décembre cette année, ce sera 50 ans depuis Umkhonto we Sizwe (MK) a été lancé comme l'aile armée de l'ANC. Cela a suivi le massacre à Sharpeville en 1960 et l'interdiction de l'ANC par le régime permettant l'apartheid, en rendant ses activités illégales. Le temps était venu pour repenser l'approche et le mouvement de la "résistance passive" à la "lutte armée".

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Février-Avril 2012

1 Février	Journée de l'Abolition de l'Esclavage	Ile Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la lutte Armée	Angola
21 Février	Carnaval	Angola
3 Mars	Journée des Martyrs	Malawi
8 Mars	Journée Internationale de la Femme	Angola, Zambie, Madagascar
11 Mars	Journée Moshoeshoe	Lesotho
12 Mars	Journée Nationale	Ile Maurice
	Journée de la Jeunesse	Zambie
21 Mars	Journée de l'Indépendance	Namibie
	Journée des Droits de l'Homme	Afrique du Sud
29 Mars	Journée des Martyrs	Madagascar
4 Avril	Journée de la Paix & de la Réconciliation	Angola
	Journée des Héros	Lesotho
6 Avril	Vendredi Saint	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
7 Avril	Samedi Saint	Zambie
	Journée des Femmes	Mozambique
9 Avril	Lundi de Pâques	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
18 Avril	Journée de l'Indépendance	Zimbabwe
25 Avril	Journée du Drapeau National	Swaziland
27 Avril	Journée de la Liberté	Afrique du Sud
30 Avril	Journée de la Jeunesse	RDC